

Entretien avec Sir Cecil Weir dans Le Monde diplomatique (Mai 1957)

Légende: En mai 1957, le mensuel français Le Monde diplomatique publie un entretien avec Sir Cecil Weir, homme d'affaires et ancien ambassadeur du Royaume-Uni auprès de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), au sujet de la position britannique à l'égard de la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Le Monde diplomatique. Mai 1957, n° 37; 4e année. Paris. "Un Britannique nous parle de l'Europe", p. 1; 8.

Copyright: (c) Le Monde diplomatique

URL:
http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_sir_cecil_weir_dans_le_monde_diplomatique_mai_1957-fr-a352f1b3-edcf-4928-ad1b-8733b9eb8340.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Un Britannique nous parle de l'Europe

Une association « marché commun – zone de libre-échange » amènerait la Grande-Bretagne de plus en plus près du continent

déclare Sir Cecil WEIR au « Monde diplomatique »

Sir Cecil Weir est un homme d'affaires et un industriel britannique que ses activités ont souvent conduit à participer aux affaires de son pays durant les vingt dernières années. On le trouve au ministère des affaires économiques pendant la guerre, puis à celui des approvisionnements. De 1946 à 1949 il est président de la sous-commission économique de la commission de contrôle en Allemagne. Président de la British Dollar Experts Board de 1949 à 1951, il est nommé, en 1952, à la tête de la délégation du Royaume-Uni auprès de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il restera à Luxembourg jusqu'à la signature de l'accord d'association C.E.C.A. – Royaume-Uni auquel il travaille infatigablement.

Maintenant revenu aux affaires privées, c'est dans son bureau de Park Lane que Sir Cecil a bien voulu répondre à quelques questions que nous lui avons posées pour « le Monde diplomatique ». Il y répond volontiers, en excellent français, presque malicieusement. Ses yeux bleus pétillent d'esprit et d'intelligence. Il sait que ses idées ne sont pas du goût de tout le monde – puisqu'il voudrait voir, par exemple, la Grande-Bretagne devenir membre à part entière de la Communauté européenne – mais il les donne pour ce qu'elles sont, avec l'espoir et même la conviction profonde qu'elles sont, qu'elles seront la réalité de demain.

Eric WESTPHAL

« Ancien ambassadeur du gouvernement britannique auprès de la C.E.C.A. à Luxembourg, et l'un des principaux artisans de l'accord d'association signé en décembre 1954 entre le Royaume-Uni et la C.E.C.A., vous avez été particulièrement bien placé pour connaître et comprendre les problèmes posés par la construction européenne. Dans cette perspective, au moment où viennent d'être signés à Rome les traités de marché commun et d'Euratom, quelle devrait être, à votre avis, la position britannique ? »

- Je suis heureux que le mouvement d'intégration européenne ait fait en avant des pas importants représentés par les traités sur le marché commun et sur l'Euratom. La position du Royaume-Uni a déjà été rendue claire par des membres du gouvernement britannique et aussi par les leaders des partis d'opposition. Elle accueille avec satisfaction les développements nouveaux de l'intégration européenne et leur offre de larges et effectives mesures de coopération.

A mon avis, une conséquence particulièrement heureuse de ces développements est le fait qu'ils ont su capter l'intérêt de l'opinion publique britannique de façon beaucoup plus profonde que ne l'avait fait le plan Schuman. Bien sûr, beaucoup de gens dans les industries concernées par la C.E.C.A., aussi bien à l'échelon ouvrier qu'à l'échelon patronal, savaient ce que cette Communauté représentait, mais son caractère unique, la rupture qu'elle marquait avec les formes traditionnelles de la coopération et des relations internationales, cela n'était pas compris du grand public, qui donnait à la C.E.C.A. une signification commerciale plutôt que politique. Le marché commun, d'un autre côté, est si vaste dans ses buts et potentiellement si vital dans ses conséquences pour la Grande-Bretagne et pour l'Europe qu'il a donné à l'industrie britannique à travers toutes ses ramifications, de quoi réfléchir, et réfléchir beaucoup. Il a ouvert les yeux de la masse sur la signification d'une intégration et d'une organisation fédérale, et sur ce que cela pouvait devenir. C'est une bonne chose que chacun sache combien le Royaume-Uni est étroitement touché par ce qui se passe en Europe. Deux guerres en l'espace d'une génération nous l'ont enseigné.

- La zone de libre-échange proposée par le gouvernement britannique, qui fonctionnerait en association avec le marché commun européen, vous paraît-elle être la meilleure solution que puisse envisager le Royaume-Uni en face du danger que représente pour lui, économiquement, un marché commun européen qui serait une réussite ?

- La zone de libre-échange, par laquelle il est probable que le Royaume-Uni et certains pays membres de l'O.E.C.E. s'associeront au marché commun, est une assurance de coopération, et fournira un moyen effectif de travail commun. En ce qui me concerne personnellement, j'aurais préféré une solution qui fasse du Royaume-Uni un membre à part entière du marché commun. Je pense que cela aurait été bon et pour le Royaume-Uni et pour l'Europe. Si une telle décision avait été prise plus tôt, je suis sûr qu'avec la bonne volonté et la compréhension de nos amis européens le traité aurait pu être élaboré en fonction de nos obligations envers le Commonwealth, auquel nous attachons un grand prix, auquel nous donnons naturellement une grande importance.

Il est difficile d'altérer les termes d'un traité une fois signé, mais j'ai toutes raisons de penser que des modifications qui permettraient au Royaume-Uni de devenir membre à part entière du marché commun seraient accueillies avec empressement par les six signataires actuels. J'aimerais voir creuser cette possibilité. Si le Royaume-Uni devenait membre du marché commun, cela inciterait sans aucun doute d'autres pays à faire de même et cela ferait de la Communauté européenne l'ensemble le plus puissant du monde, économiquement et presque numériquement, un ensemble qui serait non pas une troisième force, mais un allié étroitement associé aux Etats-Unis d'Amérique (et bien sûr, par le Royaume-Uni, lié aussi au Commonwealth) un ensemble enfin aussi puissant sur le plan politique que sur le plan économique.

- L'association des territoires d'outre-mer au marché commun sera-t-elle de nature à modifier les bases de la zone de libre-échange, et notamment la position de certains pays membres du Commonwealth ?

- J'aurais dû dire « oui ». Si les territoires d'outre-mer des pays de la Communauté doivent jouir de certains avantages commerciaux et économiques en vertu du traité des Six, avant longtemps les territoires d'outre-mer des pays non membres, qui sont eux-mêmes dans la zone de libre-échange, pourront souhaiter profiter des mêmes avantages. Je réponds à cette question sous toutes réserves parce que je ne l'ai pas encore étudiée de près à la lumière du traité.

- Pensez-vous que la situation sociale intérieure britannique et en particulier les conséquences des récentes grèves pourront avoir une influence sur les travaux en cours, menés sous la direction de M. Peter Thorneycroft ?

- Non, je ne pense pas que les décisions du gouvernement en ce qui concerne le marché commun puissent être influencées par ces événements. On peut exagérer leur importance. Mais l'attitude des syndicats aura une grande influence dans la mise en route progressive d'une zone de libre-échange. J'espère personnellement que les syndicats adopteront une attitude libérale en cette matière dans le même temps qu'ils insisteront – assez raisonnablement – pour que les questions d'élévation de niveau de vie et d'égalisation des charges sociales soient développées en fonction de la liberté du commerce et des mouvements de main-d'œuvre.

- Si l'association marché commun – zone de libre-échange devait être un jour une grande réussite sur le plan économique, dans quelle mesure cela pourrait-il rapprocher l'Angleterre et le continent sur le plan politique ? Voyez-vous par exemple, à long terme, la possibilité d'une union politique Grande-Bretagne et continent ?

- Votre question nous amène dans un insondable futur et dans le royaume de la prophétie. Je ne suis pas un prophète, mais je pense que si le marché commun et la zone de libre-échange devaient coopérer avec succès il y aurait sans cesse de nouvelles extensions et cette coopération ne pourrait manquer d'amener le Royaume-Uni de plus en plus près du continent.

Si le succès du marché commun devait devenir évident dès son premier stade de fonctionnement, qui sait si les stades suivants ne seraient pas accélérés ? Parlant pour moi-même, j'accueillerai avec joie tous développements qui rendraient possible la création d'une union fédérale dont la Grande-Bretagne et le Commonwealth – sous des conditions appropriées – seraient membres. De semblables développements doivent tenir compte des institutions existantes, telles que les rapports du Commonwealth et des territoires

d'outre-mer, et ils doivent respecter des traditions que les pays européens ne peuvent pas se permettre de sous-estimer ou de prendre à la légère. Par conséquent il serait bon de permettre l'extension de l'intégration et de la coopération de se faire par elle-même, naturellement et logiquement, et d'avancer dans ce domaine de stade en stade, sans effrayer les gens en essayant de leur faire accepter des objectifs encore nébuleux ou tout au moins lointains. »